

## **Les conséquences de la guerre en Ukraine dans le bassin méditerranéen**

Pierre RAZOUX

*directeur académique et de la recherche de l'institut FMES*

A l'exception des pays européens, ceux du pourtour méditerranéen ont rechigné à prendre parti dans la guerre en Ukraine pour ne pas mettre en danger leurs coopérations croissantes avec la Russie ; Israël, de plus en plus isolé, se retrouve dans une posture particulièrement délicate. Cette guerre présente à la fois des contraintes imprévues, mais aussi une opportunité pour la Turquie qui semble s'être ralliée provisoirement à l'Otan. La hausse spectaculaire des prix du blé risque de déstabiliser les pays de la région à forte population, faible économie et sans ressources en hydrocarbures. L'Algérie pourrait, quant à elle, profiter de ce conflit qui a provoqué la flambée des prix des hydrocarbures pour opérer un renversement d'alliance au profit de l'Allemagne, de l'Italie et de la Turquie. Les pays qui attendent d'importantes livraisons d'armes de la Russie (Algérie, Égypte et Syrie) risquent d'en être pour leurs frais. Tout signe de pusillanimité de l'Union européenne dans la gestion de la sortie de conflit risque d'être interprété comme un signe de faiblesse et ne fera que renforcer les discours hostiles et revanchards, tout comme la détermination de ceux qui souhaitent affaiblir davantage les Européens.

Deux mois après le début de la guerre en Ukraine, il convient d'établir un premier bilan des conséquences de ce conflit pour les pays du pourtour méditerranéen.

### **LA RIVE SUD TETANISÉE**

L'invasion massive de l'Ukraine par la Russie (24 février 2022) a surpris les pays d'Afrique du Nord et du Levant, les plaçant dans une situation très inconfortable. La plupart d'entre eux entretiennent en effet des relations nourries avec la Russie dans de nombreux domaines (énergie, armement, agroalimentaire et tourisme) et s'accommodent parfaitement du discours autocratique et révisionniste du maître du Kremlin. Leur dirigeant comme leur population n'ont pas été insensibles à ses provocations à l'encontre des Américains et des Européens ; nul doute que certains d'entre eux espéraient secrètement une victoire de la Russie qui ne ferait qu'affaiblir davantage une Europe jugée molle et prête à tous les compromis. D'autres s'interrogent sur la fiabilité de la protection américaine et se cherchent de nouveaux parrains. Les pays de la rive sud ont, en tout cas, tardé à réagir officiellement, refusant de s'exprimer sur le conflit, malgré les pressions américaines.

La réaction ferme, solidaire et immédiate des États-Unis et de la plupart des pays européens, France et Allemagne en tête, les a contraints à revoir leur posture même si nombre d'entre eux restent probablement bien disposés à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine ; il est vrai que le précédent russe pourrait raviver le recours à la force pour régler des tensions frontalières, ce qu'aucun État du

pourtour méditerranéen ne semble souhaiter pour l'instant. Seule la Syrie a voté sans surprise<sup>1</sup> contre le texte de la résolution soumise au vote de l'Assemblée générale des Nations unies (2 mars 2022) condamnant l'agression russe, certes non contraignant ; l'Algérie s'est abstenue ; le Maroc, absent, n'a pas participé au vote.

## PREMIERES CONSEQUENCES

Les dossiers régionaux passent désormais au second plan, qu'il s'agisse du nucléaire iranien et du retour dans le JCPOA (Joint Comprehensive Plan of Action), des risques d'affrontement entre Israël et l'Iran soutenu par le Hezbollah (ou viceversa), de la guerre en Syrie, de l'effondrement du Liban, du conflit israélo-palestinien, du conflit libyen, des tensions entre l'Algérie et le Maroc, ou bien encore des tensions en Méditerranée orientale entre la Turquie, la Grèce et Chypre, actuellement mises en sourdine mais qui pourraient rapidement resurgir. Pendant que la communauté internationale a les yeux rivés sur l'Ukraine, la mer Noire et l'Europe orientale, certains acteurs globaux (Chine) et régionaux (Iran, Turquie et Qatar) pourraient être tentés de pousser leurs pions en Afrique du Nord et au Levant pour améliorer leurs positions.

### La flambée des prix du blé

L'Ukraine et la Russie sont de gros exportateurs de blé et de céréales. L'absence de leur production sur le marché mondial, couplée à l'incertitude engendrée par les risques de dérapages de ce conflit qui incitent à des achats de prudence, a entraîné une forte hausse des prix du blé qui reste une denrée de base en Afrique du Nord et au Levant. Les pays de la région qui s'approvisionnaient massivement en Russie et en Ukraine<sup>2</sup> vont devoir faire face à la hausse brutale des prix et se tourner rapidement vers d'autres exportateurs. Ceux d'entre eux qui subventionnent le pain ayant une population nombreuse et relativement pauvre pourraient faire face à des émeutes de la faim susceptibles de fragiliser leur régime ou au contraire de le radicaliser. La France s'est déjà déclarée prête à approvisionner l'Égypte en blé.

### La flambée des prix des hydrocarbures

Pour les pays exportateurs nets de pétrole et de gaz naturel, cette flambée des prix est une aubaine. Avec un baril qui a dépassé les 130 dollars (son cours le plus haut depuis dix ans) et un prix du gaz atteignant les 190 euros le mégawatt/heure (+ 50 %), ces pays renflouent leurs caisses et peuvent envisager d'acheter la paix sociale, notamment pour faire face à la hausse brutale des prix du blé et des autres matières premières. Outre les monarchies du Golfe, les principaux bénéficiaires sont l'Algérie, la Libye et l'Iran dans une bien moindre mesure puisque la quantité d'hydrocarbures que la République islamique peut exporter est très limitée par le poids des sanctions, ce qui la pousse d'ailleurs à espérer une issue favorable et rapide des négociations de Vienne pour pouvoir, elle aussi, remplir à nouveau ses caisses. Téhéran a d'ailleurs proposé aux Européens de leur livrer massivement du gaz. En se substituant à la Russie pour approvisionner les pays européens jusque-là très dépendants des livraisons russes, l'Algérie et la Libye peuvent espérer redorer leur blason aux yeux des Occidentaux.

Les pays qui n'ont pas ou peu de ressources en hydrocarbures et qui vont devoir acheter leur pétrole, leur essence, leur gaz et leur blé encore plus cher vont indéniablement souffrir, a fortiori s'ils sont isolés diplomatiquement de par leur proximité avec la Russie et s'ils sont pénalisés par une population nombreuse et une situation économique fragile. La Syrie, le Liban, le Soudan, la Jordanie, l'Autorité palestinienne, la Tunisie et dans une moindre mesure l'Égypte paraissent aujourd'hui particulièrement

---

<sup>1</sup> Bachar el-Assad sait qu'il doit sa survie à la présence de la Russie en Syrie ; sa loyauté totale au Kremlin reste sa seule garantie de se maintenir au pouvoir à Damas.

<sup>2</sup> La Turquie (80 %), l'Égypte (60 %), l'Algérie (50 %), la Libye, le Liban et la Jordanie (30-40 %).

vulnérables.

### La mise à l'index de la Russie

Les pays qui abritent des bases russes officielles ou informelles (Syrie, Soudan et Libye), de même que les États qui entretiennent des liens forts avec la Russie (Algérie, Égypte, Émirats arabes unis et Arabie saoudite) risquent d'être sommés de choisir leur camp, ou à défaut d'encourir une certaine forme d'isolement, même si certains conservent des atouts qui leur offrent une certaine marge de manœuvre, à l'instar de l'Égypte dont personne ne souhaite l'isolement et l'instabilité qui se répercuterait immédiatement sur la sécurité du canal de Suez. Le Président Sissi cultive pour cette raison de bonnes relations avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

En revanche, ceux qui attendent la livraison d'armes russes ou qui dépendent du Kremlin pour alimenter leurs stocks de munitions et de pièces de rechange (Algérie, Égypte et Syrie) risquent de devoir patienter un long moment. Nul doute que les Américains, les Chinois, les Européens, les Turcs et les Israéliens y voient une opportunité pour regagner à terme des parts de marché.

### Israël écartelé entre des intérêts divergents

L'invasion de l'Ukraine est une très mauvaise nouvelle pour Israël qui compte de nombreux citoyens d'origine russe et ukrainienne, sans compter les nombreux oligarques juifs détenteurs de l'un ou l'autre des passeports russe ou ukrainien. Israël est très lié économiquement à ces deux pays et le Président ukrainien Volodymyr Zelensky est d'origine juive, ce qui compte beaucoup pour la société israélienne ; son assimilation à un « nazi » n'est pas acceptable en Israël. L'échec des tentatives de bons offices du Premier ministre Naftali Bennett montre l'influence limitée d'Israël dans ce dossier. Pour le Premier ministre israélien déjà fragilisé, prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants consisterait à s'aliéner des électeurs dont il a besoin pour se maintenir au pouvoir. De fait, l'exécutif israélien refuse de livrer de nouvelles armes (drones armés et suicide, missiles antiaériens et antichars) à l'Ukraine et il se répartit les rôles : Naftali Bennet parle aux Russes et aux Européens ; le vice-Premier ministre Yaïr Lapid parle aux Ukrainiens et aux Américains.

Au-delà de la dimension économique et politique, Israël a besoin de la Russie sur le plan stratégique pour contenir l'Iran en Syrie et au Liban, mais surtout pour repousser les pasdarans hors de Syrie. En condamnant, comme ils l'ont fait, l'invasion russe lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU, les Israéliens savent qu'ils agacent les Russes qui peuvent être tentés de pactiser avec les forces iraniennes en Syrie tout en les poussant à des provocations contre Israël, a fortiori si les négociations de Vienne sur le dossier nucléaire venaient à échouer. Ils savent également qu'il leur serait beaucoup plus difficile de frapper les intérêts iraniens au Levant si les Russes activaient leur bulle de déni d'accès face à l'aviation israélienne. Israël sait surtout qu'il ne pourra plus compter sur la Russie pour faire face à un Iran proche du seuil nucléaire en cas d'échec des négociations de Vienne. Et en cas d'accord, ce sont les États-Unis qui exerceront des pressions à son encontre pour qu'il ne sabote pas le retour de l'Iran dans le JCPOA. Israël se trouve donc de plus en plus isolé sur la scène régionale, même si les accords d'Abraham lui ouvrent des perspectives intéressantes. Plus que jamais, de nombreux responsables israéliens considèrent que leur pays ne peut plus désormais compter que sur lui-même. Est-ce à dire qu'ils envisagent de lever l'ambiguïté sur leur arsenal nucléaire ?

L'Algérie, la Libye et la Turquie pourraient tirer leur épingle du jeu

L'Algérie pourrait profiter de cette crise pour opérer un changement d'alliance en se détournant de la Russie pour se tourner résolument vers l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie avec lesquelles elle a noué des partenariats forts ces dernières années (énergie, armement), mais aussi vers la Turquie qui devient de plus en plus populaire en Algérie. En échange de livraisons massives de gaz à bon prix, l'Allemagne

et l'Italie pourraient investir de manière conséquente en Algérie pour moderniser les infrastructures gazières et pétrolières, pour développer le secteur des énergies renouvelables et pour soutenir diplomatiquement le régime algérien sur la scène régionale tout en promouvant sa cause auprès de l'Union européenne. L'Allemagne et la Turquie (dans une moindre mesure l'Espagne et l'Italie) pourraient en profiter pour se substituer à la Russie comme principaux pourvoyeurs d'armement de dernière génération à l'Algérie. Un partenariat stratégique avec la Turquie permettrait à l'Algérie de contrer l'axe Maroc/Israël/États-Unis et de négocier l'avenir de la Libye dans de meilleures conditions. La Chine, à moins qu'elle ne suive l'exemple de la Russie en envahissant Taïwan, resterait un partenaire économique privilégié pour Alger. Cette évolution mettrait indéniablement la France et le Maroc en difficulté. Le principal écueil à ce scénario reste toutefois la proximité idéologique de la vieille garde algérienne à l'égard du modèle proto-soviétique prôné tant par le FLN que par Vladimir Poutine.

La Libye semble être en passe de s'entendre sur une formule d'union nationale préservant les intérêts de chacun des protagonistes. La neutralisation de la Russie, au moins pour un certain temps, et l'effacement progressif des Émirats arabes unis qui ont d'autres soucis plus urgents à traiter, pourrait faciliter la résolution de la crise. La Libye reste un pays riche et relativement peu peuplé – donc moins vulnérable aux risques socio-économiques – qui bénéficie de l'embellie des prix des hydrocarbures.

La guerre russo-ukrainienne place la Turquie devant un dilemme, car comme Israël, elle entretient d'étroites relations avec les deux belligérants. Elle s'est rapprochée de l'Ukraine depuis plusieurs années, notamment dans les domaines industriels et de l'armement, mais a besoin de la Russie dans les domaines de l'énergie (y compris du nucléaire civil), du tourisme, du commerce et de l'armement. Gardienne des détroits du Bosphore et des Dardanelles (convention de Montreux de 1936), elle sait qu'un choc frontal avec la Russie entraînerait de lourdes conséquences militaires, économiques et stratégiques. Elle pourrait difficilement contester la suprématie aéromaritime russe en mer Noire, même après la perte du navire amiral russe coulé par l'Ukraine.

Son appartenance à l'Otan et son rôle historique de bouclier du flanc sud face à l'URSS, puis face à la Russie et l'Iran, ont certainement poussé les États-Unis à lui poser la question de confiance : « êtes-vous avec nous ou contre-nous ? » Les déclarations du Président R. T. Erdogan montrent qu'il a provisoirement choisi son camp, celui des États-Unis et de l'Alliance atlantique, au moins en attendant de voir comment le conflit évoluera. Ses diplomates ont d'ailleurs annoncé qu'ils interdisaient le survol de leur territoire pour les vols russes à destination de la Syrie.

Le Président turc n'en ménage pas moins le Kremlin. Il refuse d'appliquer les sanctions économiques contre la Russie de même qu'il refuse de livrer à Kiev les armes (drones et missiles) que l'Ukraine se déclare prête à lui acheter. Il continue d'acheminer le gaz russe à travers son territoire. Même s'il a fermé les détroits aux navires russes en arguant de l'article 19 de la convention de Montreux qui permet d'empêcher la sortie de navires de nations belligérantes, il laisse passer le trafic commercial. Il aurait toutefois envoyé discrètement des mercenaires syriens combattre en Ukraine, rappelant que la Crimée fut une terre ottomane peuplée de Tatars turcophones.

Pour l'instant, la Turquie joue les bons élèves de l'Otan, coopère avec les marines de l'Alliance atlantique et met en sourdine ses ressentiments et ses provocations à l'encontre de l'Union européenne. Le Président Erdogan n'en pousse pas moins discrètement ses pions sur le pourtour méditerranéen tout en mettant en avant son rôle de bons offices entre Kiev et Moscou, redorant son blason sur la scène internationale. Mais qu'advierait-il si l'unité européenne venait à se fissurer face à la guerre en Ukraine, si les États-Unis devaient se retourner brutalement vers le front asiatique ou si Vladimir Poutine parvenait à arracher un cessez-le-feu qui lui soit favorable ?

Il est trop tôt pour apprécier la durabilité des impacts de la guerre en Ukraine sur le pourtour méditerranéen. Si la marginalisation de la Russie persistait et si les États européens les plus concernés par l'avenir de cette région ne saisissaient pas cette opportunité pour s'y réengager, il est possible que la Chine en profite pour avancer ses pions tous azimuts, améliorant ainsi sa position face aux États-Unis. Une chose paraît sûre : le monde arabe, la Turquie, Israël, mais aussi l'Iran et les monarchies du Golfe regardent avec la plus vive attention la manière dont l'UE et l'Otan vont se positionner et gérer l'après-conflit quand celui-ci surviendra. Tout signe de faiblesse ou de pusillanimité se paiera alors cher et comptant.

*Publié en juin 2022, par la Revue Défense Nationale n° 851*



# FMES

Fondation Méditerranéenne  
d'Études Stratégiques



## **INSTITUT FMES**

Maison du Numérique et de l'Innovation  
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES

